

AUCAP



AUDIT

Audit Commissariat aux comptes

**UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE –
MEDECINS LIBERAUX DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**

**Siège Social : 36 avenue Fr Giroud
21000 DIJON**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024**

AUCAP



AUDIT

Siège : Rue de Nicolas de Condorcet ZAC des Terres Rousses - 21800 CHEVIGNY ST SAUVEUR - Tel : 03 80 48 11 33 - Email : aucap@aucap.fr

Etablissement : 30-32 avenue Jean MERMOZ - 89000 AUXERRE - Standard unique - ligne directe 03 86 72 10 70

SAS au capital de 19 840€ - RCS DIJON B 532 729 456 Compagnie régionale et Cour d'appel de Dijon

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **(Exercice clos le 31/12/2024)**

Aux Membres,

UNION REGIONALE DES PROGESSIONNELS DE SANTE - MEDECINS LIBERAUX
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE
36 Avenue Françoise Giroud
21000 DIJON

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association URPS MEDECINS LIBEREAUX DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel de l'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Nous nous sommes assurés de la correcte évaluation des contributions volontaires présentes en page 11 de l'annexe.
- Au paragraphe « tableau de variation des fonds dédiés » concernant les actions portées par l'URPS Médecins libéraux de Bourgogne Franche Comte et non encore terminées en 2024. Nous nous sommes assurés de la cohérence et de la vraisemblance des hypothèses retenues ainsi que le bon traitement comptable des fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérifications spécifiques.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à CHEVIGNY ST SAUVEUR
Le 11 mars 2025


SAS AUCAP AUDIT
Commissaire aux comptes
Représentée par Peggy GILLET

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	54 419	45 338	9 081	19 007	9 926-	52.22-
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	150 000		150 000	150 000		
	Constructions	1 191 295	303 485	887 810	949 953	62 143-	6.54-
	Installations techniques Matériel et outillage	384 259	258 499	125 760	108 743	17 017	15.65
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
Total I		1 779 973	607 322	1 172 650	1 227 703	55 052-	4.48-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	82 787		82 787	53 299	29 488	55.33
	Valeurs mobilières de placement	1 636 687		1 636 687	1 474 630	162 057	10.99
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	390 040		390 040	524 433	134 393-	25.63-
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	27 918		27 918	13 632	14 286	104.80
Total II		2 137 433		2 137 433	2 065 994	71 439	3.46
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		3 917 406	607 322	3 310 084	3 293 697	16 386	0.50

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12	Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
FONDS DÉDIÉS	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	2 488 907	2 374 785	114 122	4.81
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	96 281	114 122	17 841-	15.63-
PROVISIONS	Situation nette (sous total)	2 585 189	2 488 907	96 281	3.87
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	59 746	20 027	39 720	198.33
	Provisions réglementées				
	Total I	2 644 935	2 508 934	136 001	5.42
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés	273 027	262 582	10 445	3.98
DETTE (1)	Total II	273 027	262 582	10 445	3.98
	Provisions pour risques	12 680	12 680		
	Provisions pour charges	27 607	24 276	3 331	13.72
DETTE (2)	Total III	40 287	36 956	3 331	9.01
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	120 480	192 335	71 855-	37.36-
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	161 727	124 184	37 543	30.23
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	69 627	97 020	27 393-	28.23-
TOTAL GENERAL	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes				
	Instruments de trésorerie				
	Produits constatés d'avance		71 685	71 685-	100.00-
	Total IV	351 834	485 225	133 390-	27.49-
	Ecarts de conversion passif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 310 084	3 293 697	16 386	0.50

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	1 437 245	1 443 714	6 470-	0.45-
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	209 834	171 085	38 749	22.65
Utilisations des fonds dédiés	262 582	197 912	64 670	32.68
Autres produits	45 100	31 065	14 035	45.18
Total I	1 954 761	1 843 777	110 984	6.02
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	736 267	717 927	18 340	2.55
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	32 386	27 068	5 318	19.65
Salaires et traitements	541 324	442 067	99 258	22.45
Charges sociales	206 253	191 863	14 390	7.50
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	111 666	114 249	2 583-	2.26-
Dotations aux provisions	3 331		3 331	
Reports en fonds dédiés	273 027	262 582	10 445	3.98
Autres charges	1 960	2 000	40-	2.02-
Total II	1 906 214	1 757 755	148 459	8.45
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	48 547	86 022	37 475-	43.56-

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTES DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	40 256	30 548	9 707	31. 78
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	40 256	30 548	9 707	31. 78
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	717	1 040	323-	31. 02-
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	717	1 040	323-	31. 02-
2. Résultat financier (III-IV)	39 538	29 508	10 030	33. 99
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	88 085	115 530	27 445-	23. 76-
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	13 765	10 541	3 224	30. 59
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Total V	13 765	10 541	3 224	30. 59
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	644	519	125	24. 17
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		8 100	8 100-	100. 00-
Total VI	644	8 619	7 975-	92. 53-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	13 121	1 923	11 199	582. 51
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 925	3 331	1 594	47. 85
Total des produits (I+III+V)	2 008 781	1 884 866	123 915	6. 57
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 912 500	1 770 744	141 756	8. 01
5. EXCEDENT OU DEFICIT	96 281	114 122	17 841-	15. 63-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 3 310 083.54 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 1 954 760.73 Euros et dégageant un excédent de 96 281.28 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

L'association a été créée en 2016.

L'activité de l'association consiste :

- à la préparation et à la mise en oeuvre du projet régional de santé,
- à l'analyse des besoins de santé et de l'offre de soins, en vue notamment de l'élaboration du schéma régional d'organisation des soins,
- à l'organisation de l'exercice professionnel, notamment en ce qui concerne la permanence des soins, la continuité des soins et les nouveaux modes d'exercice,
- à des actions dans le domaine des soins, de la prévention, de la veille sanitaire, de la gestion des crises sanitaires, de la promotion de la santé et de l'éducation thérapeutique,
- à la mise en oeuvre des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens avec l'Agence Régionale de Santé (ARS).
- à l'utilisation des systèmes de communication, et d'information partagé,
- et à la mise en oeuvre du développement professionnel continu.

La démographie médicale reste la première des préoccupations de l'URPS ML.

L'URPS ML BFC souhaite rendre son attractivité à la pratique libérale en milieu rural, semi-urbain ou urbain.

Elle mène à cet effet des actions auprès des jeunes afin de faire découvrir et valoriser l'exercice libéral de la médecine :

- Avec le projet "VAC chez le PRAT" qui consiste à permettre aux étudiants de la 2ème à la 6ème année de réaliser un premier stage d'observation de 2 jours auprès d'un médecin libéral.
- Avec le projet "CALI", cellule d'appui à l'installation des jeunes médecins,
- Avec des réunions d'informations organisées localement afin d'initier une dynamique et trouver des solutions avec les professionnels d'un territoire.

Elle contribue à des initiatives innovantes avec la mise en place d'une campagne de dépistage de la Rétinopathie diabétique et d'une plateforme d'aide aux remplacements, la mise en place de cabinets éphémères, et plus récemment d'un vaste programme de Renfort Sanitaire Territorial et d'un service d'interprétariat.

L'e-santé est un autre sujet phare de la politique de l'URPS ML.

L'URPS ML travaille au lancement d'une plateforme de secrétariat et prise de rendez-vous en ligne. A noter, la possibilité offerte aux Médecins libéraux de s'abonner gratuitement au Carnet de vaccination électronique.

Enfin, l'investissement des élus permet à la médecine libérale de faire entendre sa voix dans la réflexion autour de la révision du Projet Régional de Santé et des parcours de santé.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La première édition de la **journée d'accueil des internes** a eu lieu à Arc et Senans le 16 mars 2024. Cette action, visant à promouvoir l'attractivité des territoires de BFC, s'inscrit dans la droite ligne des actions de l'URPS ML BFC en faveur de la démographie médicale et de la promotion de la médecine libérale auprès des jeunes.

La **mise en œuvre du projet "Equipes de Soins Spécialisés"**, qui vise à encourager la coordination des médecins spécialistes, a débuté en mars 2024 avec le soutien de l'ARS et explique l'embauche de personnel dédié.

A noter également 2 études auprès des médecins exerçant en établissements de soins (Etude CME et Soins Non Programmés)

Enfin, la journée Santé & Environnement consacrée en 2024 à "Bien Naître, Bien s'alimenter"

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE : Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Suite à l'audit de la Cour des Comptes, des ajustements ont été nécessaires pour mettre en conformité la procédure d'indemnisation. Par conséquent, le Règlement Intérieur a été modifié : "la perte d'activité liée au temps passé en transport est indemnisée sur la base de 4 C par heure et/ou pour 100 km dans la limite où, si on l'ajoute à l'indemnisation de la perte d'activité, l'ensemble ne dépasse pas 24 C/jour.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	54 419		
Terrains	150 000		
Constructions sur sol propre	1 074 683		
Installations générales agencements aménagements des constructions	116 612		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	212		
Installations générales agencements aménagements divers	146 184		
Matériel de transport	52 468		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	128 781		56 614
TOTAL	1 668 940		56 614
TOTAL GENERAL	1 723 359		56 614

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			54 419	54 419
Terrains			150 000	150 000
Constructions sur sol propre			1 074 683	1 074 683
Installations générales agencements aménagements constr.			116 612	116 612
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			212	212
Installations générales agencements aménagements divers			146 184	146 184
Matériel de transport			52 468	52 468
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			185 395	185 395
TOTAL			1 725 554	1 725 554
TOTAL GENERAL			1 779 973	1 779 973

La ligne "Matériel de transport" représente du mobilier de bureau.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	35 412	9 926		45 338
Constructions sur sol propre	215 743	50 480		266 223
Installations générales agencements aménagements constr.	25 599	11 663		37 262
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	212			212
Installations générales agencements aménagements divers	70 610	18 120		88 730
Matériel de transport	44 530	7 131		51 661
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	103 550	14 346		117 897
TOTAL	460 245	101 740		561 985
TOTAL GENERAL	495 656	111 666		607 322

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	9 926				
Constructions sur sol propre	50 480				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	11 663				
Instal.générales agenc.aménag.divers	18 120				
Matériel de transport	7 131				
Matériel de bureau informatique mobilier	14 346				
TOTAL	101 740				
TOTAL GENERAL	111 666				

La ligne "Matériel de transport" représente du mobilier de bureau.

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Report à nouveau	2 374 785	114 122			2 488 907
Excédent ou déficit de l'exercice	114 122	114 122 -	96 281		96 281
Situation nette	2 488 907		96 281		2 585 189
Subventions d'investissement	20 027		53 485	13 765	59 746
TOTAL I	2 508 934		149 766	13 765	2 644 935

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	262 582	185 059	262 582			185 059	
ACTION RETINO	324	386	324			386	
ACTION CALI	8 650	8 466	8 650			8 466	
ACTION CNP	20 000	20 000	20 000			20 000	
ACTION VACCINATION	7 339	7 339	7 339			7 339	
ACTION INTERURPSETP	24 697	24 696	24 697			24 696	
ACTION CF	33 206	44 647	33 206			44 647	
ACTION MORTEAU	3 967		3 967				
ACTION RST	65 070	67 495	65 070			67 495	
ACTION FRASNE	29 009		29 009				
ACTION ISM	70 320	12 030	70 320			12 030	
Contributions financières d'autres organismes		87 967				87 967	
Suite FD subv. d'exploit							
ACTION VOUEAUCOURT		34 302				34 302	
ACTION EQUIPES SOINS SPE		53 665				53 665	
TOTAL	262 582	273 026	262 582			273 026	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	24 276	3 331			27 607
Autres provisions pour risques et charges	12 680				12 680
TOTAL	36 956	3 331			40 287
TOTAL GENERAL	36 956	3 331			40 287
Dont dotations et reprises d'exploitation		3 331			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Débiteurs divers	82 787	82 787	
Charges constatées d'avance	27 918	27 918	
TOTAL	110 706	110 706	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	120 480	72 180	48 300	
Fournisseurs et comptes rattachés	161 727	161 727		
Personnel et comptes rattachés	36 698	36 698		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 603	19 603		
Autres impôts taxes et assimilés	13 325	13 325		
TOTAL	351 834	303 534	48 300	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	71 855			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	82 787
Disponibilités	31 971
Total	114 758

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161 727
Dettes fiscales et sociales	69 627
Total	231 355

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	27 406
Charges financières	512
Total	27 918

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Valorisation des contributions volontaires

Note d'information sur les contributions volontaires :

Ces contributions volontaires représentent le temps passé par les élus (mais non indemnisé) à des actions ou des dossiers institutionnels (temps de préparation d'une réunion, de la lecture de documents ou de la rédaction de courriers, mails, documents....) et met en valeur l'esprit d'engagement des élus.

Pour 2024, le montant de ces contributions volontaires s'élève à 19 932 €, dont 5 919 € liée aux pertes de temps dans les transports non indemnisés.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		120 480
Nantissement de CAT en garantie d'un prêt	120 480	
Total (1)		120 480

Néant

Engagements reçus

Néant.

AUCAP



AUDIT

Audit Commissariat aux comptes

**UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE –
MEDECINS LIBERAUX DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**

**Siège Social : 36 avenue Fr Giroud
21000 DIJON**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
*Exercice clos le 31/12/2024***

AUCAP



AUDIT

Siège : Rue de Nicolas de Condorcet ZAC des Terres Rousses - 21800 CHEVIGNY ST SAUVEUR - Tel : 03 80 48 11 33 - Email : aucap@aucap.fr

Etablissement : 30-32 avenue Jean MERMOZ - 89000 AUXERRE - Standard unique - ligne directe 03 86 72 10 70

SAS au capital de 19 840€ - RCS DIJON B 532 729 456 Compagnie régionale et Cour d'appel de Dijon

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS
REGLEMENTEES**

(Exercice clos le 31/12/2024)

Aux Membres,

**UNION REGIONALE DES PROFESSIONNELS DE SANTE – MEDECINS LIBERAUX DE
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE**

36 Avenue Françoise Giroud
21000 DIJON

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.


J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à CHEVIGNY ST SAUVEUR

Le 11/03/2025


SAS AUCAR AUDIT
Commissaire aux comptes
Représentée par Peggy GILLET